

Unité interdépartementale Drôme/Ardèche
Plateau de Lautagne
3 Avenue des Langories
26000 Valence

Valence, le 25/11/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/11/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Entrepôt LABORATOIRE OXENA

Chemin de Chauvière
07400 Rochemaure

Références : 20251121-RAP-DAEN1233
Code AIOT : 0100303158

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/11/2025 dans l'établissement Entrepôt LABORATOIRE OXENA implanté Chemin de Chauvière 07400 Rochemaure. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Entrepôt LABORATOIRE OXENA
- Chemin de Chauvière 07400 Rochemaure
- Code AIOT : 0100303158
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

Un entrepôt d'environ 3 600 m² permet le stockage de produits chimiques, notamment de grandes quantités d'hypochlorite de sodium en petits contenants.

L'inspection a contrôlé l'intérieur de l'entrepôt.

Les abords du site sont constitués par :

- un ruisseau à 50 m en aval hydraulique au Nord ;
- le fleuve Rhône à 550 m en aval hydraulique à l'Est ;
- la voie ferrée à 20 m à l'Ouest ;
- une zone d'habitations individuelles, dont la plus proche est à 20 m des murs de l'entrepôt ;
- la route nationale RN 102 à 100 m au Nord et la route départementale RD 86 à 240 m à l'Est de l'entrepôt ;
- un camping à 200 m au Nord du site.

Contexte de l'inspection :

- Plainte

Thèmes de l'inspection :

- Risques accidentels

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
NC1_2025 – Défaut d'autorisation	Code de l'environnement, Annexe à l'article R. 511-9	Suspension, Mesures conservatoires, Amende, Mise en demeure, dépôt de dossier	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
NC2_2025 – Absence de rétention	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I	Le stockage étant illégal et considérant qu'une proposition de suspension d'activité a été faite, la mise en conformité n'est pas sollicitée à ce stade.
NC3_2025 – Mélanges incompatibles	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II	
NC4_2025 – Absence de rétention des eaux d'incendie	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 26 bis	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La société LABORATOIRE OXENA, malgré son exploitation d'un autre site SEVESO seuil haut sur la commune de PORTES-LES-VALENCE, exploite un entrepôt de stockage de produits dangereux sans autorisation. La majorité de ces produits sont constitués par de l'hypochlorite de sodium (eau de Javel). Cette activité relève du régime de l'autorisation SEVESO seuil haut sous la rubrique 4741 de la nomenclature ICPE.

Les conditions de stockage sont inadaptées : absence de rétention, absence de rétention des eaux d'incendie, présence de produits chimiques incompatibles. L'environnement du site est sensible.

2-4) Fiches de constats

NC1_2025 – Défaut d'autorisation

Référence réglementaire : Code de l'environnement, Annexe à l'article R. 511-9
Thème(s) : Situation administrative, Classement ICPE
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La colonne " A " de l'annexe au présent article constitue la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.</p> <p>4741 : Les mélanges d'hypochlorite de sodium classés dans la catégorie de toxicité aquatique aiguë 1 [H400] contenant moins de 5 % de chlore actif et non classés dans aucune des autres classes, catégories et mentions de danger visées dans les autres rubriques pour autant que le mélange en l'absence d'hypochlorite de sodium ne serait pas classé dans la catégorie de toxicité aiguë 1 [H400].</p> <p>La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <ol style="list-style-type: none">1. Supérieure ou égale à 200 t (A)2. Supérieure ou égale à 20 t mais inférieure à 200 t (D) <p>Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 200 t</p> <p>Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 500 t</p> <p>4510 : Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <ol style="list-style-type: none">1. Supérieure ou égale à 100 t (A)2. Supérieure ou égale à 20 t mais inférieure à 100 t (DC)
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant a déclaré avoir environ 500 palettes sur site, dont 140 palettes d'eau déminéralisée.</p> <p>L'inspection a constaté la présence d'environ :</p> <ul style="list-style-type: none">– 578 palettes contenant de l'hypochlorite de sodium à moins de 5 % de chlore actif (principalement de l'eau de Javel 2,6 %), d'un poids moyen unitaire évalué par l'inspection de 560 kg, soit 323,6 t ;– 379 GRV contenant des berlingots fuyards d'hypochlorite de sodium à moins de 5 % de chlore actif (objet d'un litige), d'un poids moyen unitaire évalué par l'inspection de 500 kg, soit 189,5 t ;– 24 palettes d'hypochlorite de sodium à plus de 5 % de chlore actif (principalement de l'eau de Javel 9,6 %), d'un poids moyen unitaire de 560 kg, soit 13,4 t ;– 65 palettes de produit pH moins (acide sulfurique), d'un poids moyen de 560 kg, soit 36,4 t ;– de nombreuses palettes de cartons (au moins 30 palettes) ;– de nombreuses palettes de bidons vides plastiques (au moins 30 palettes) ;– le nombre de palettes d'eau déminéralisée n'a pas été évalué. <p>Aussi, les stockages présents relèvent a minima du classement suivant :</p> <p>Rubrique 4741-1 : régime de l'autorisation SEVESO seuil haut par dépassement direct du seuil pour une quantité évaluée à 513 t.</p> <p>Le site ne fait à ce jour l'objet ni d'une déclaration ni d'une autorisation. Le site est donc en défaut d'autorisation SEVESO seuil haut au titre de la rubrique 4741-1 de la nomenclature des ICPE.</p>



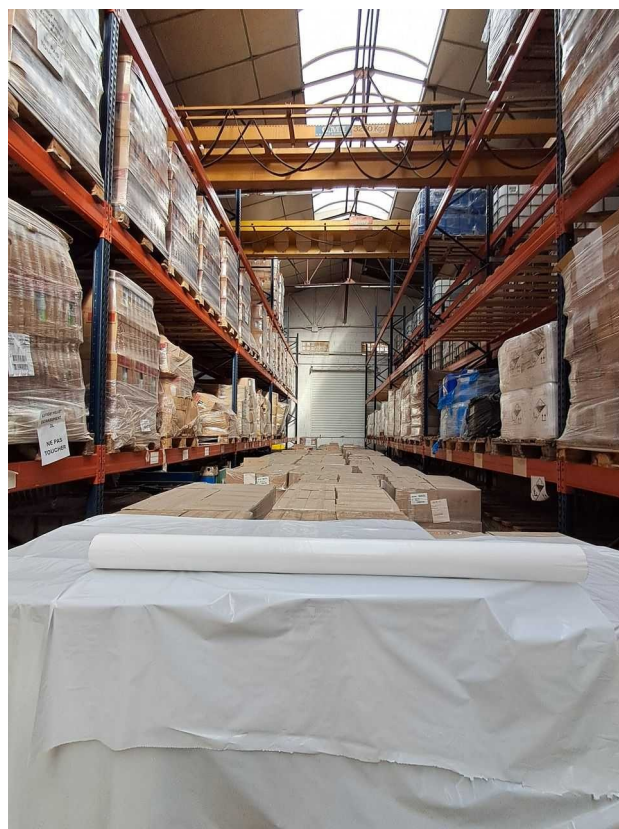
GRV de berlingots d'eau de Javel sur 5 niveaux



Racks de GRV contenant des berlingots d'eau de Javel



Palettes d'eau de Javel s'effondrant sur elles-mêmes et GRV de berlingots



Palettes d'eau de Javel en produits finis

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Suspension, Mesures conservatoires, Amende, Mise en demeure, dépôt de dossier
Proposition de délais : 15 jours

NC2_2025 – Absence de rétention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I
Thème(s) : Risques accidentels, Rétentions
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> – 100 % de la capacité du plus grand réservoir ou récipient associé ; – 50 % de la capacité totale des réservoirs associés ou récipients associés. [...] <p>Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> – dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des « récipients » ; – dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des « récipients » ; – dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.
<p>Constats :</p> <p>Aucun des stockages de produits dangereux (acide sulfurique et hypochlorite de sodium en petits contenants) n'est placé sur rétention.</p> <p>Le sol de l'entrepôt est une dalle béton en bon état. Elle ne permet pas la rétention des produits ou des eaux d'incendie (absence de dispositifs d'obturation devant les issues et portes de quai).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Le stockage étant illégal et considérant qu'une proposition de suspension d'activité a été faite, la mise en conformité n'est pas sollicitée à ce stade.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

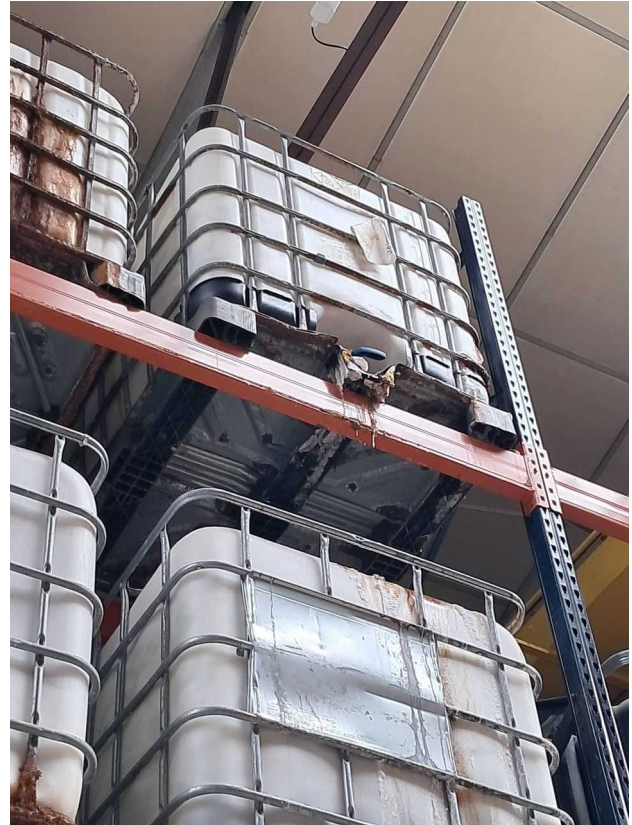
NC3_2025 – Mélanges incompatibles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II
Thème(s) : Risques accidentels, Rétentions
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention</p>
<p>Constats :</p> <p>L'acide sulfurique (produit de nom commercial pHmoins), l'acide éthanoïque (vinaigre) et l'hypochlorite de sodium (eau de Javel) sont des produits incompatibles (dégagement de chlore gazeux en cas de mélange (gaz toxique par inhalation)). Ces produits, mis en présence, soit lors d'un déversement accidentel, soit lors d'un incendie, sont donc susceptibles de dégager des gaz toxiques.</p>

L'inspection a constaté la présence de palettes de vinaigre d'alcool (acide éthanoïque), d'acide sulfurique et d'hypochlorite de sodium très proches les unes des autres, voire accolées. Certains GRV contenant des berlingots d'eau de Javel sont fuyards. Les structures métalliques de ces GRV sont, pour certaines, corrodées, notamment par les fuites d'eau de Javel. Un déversement accidentel d'hypochlorite de sodium à proximité d'acides est donc très probable.



Stockages d'acides à côté d'eau de Javel



GRV fuyard contenant des berlingots d'eau de Javel

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Le stockage étant illégal et considérant qu'une proposition de suspension d'activité a été faite, la mise en conformité n'est pas sollicitée.

Type de suites proposées : Sans suite

NC4_2025 – Absence de rétention des eaux d'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 26 bis

Thème(s) : Risques accidentels, Rétentions

Prescription contrôlée :

Bassin de confinement des eaux incendie.

Les mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie. Ce confinement peut être

réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes en bâtiments sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées dans des quantités supérieures à 2 m ³ , sauf dérogation prévue à l'article 26 ter. [...]
<p>Constats :</p> <p>Aucun dispositif de rétention des eaux d'incendie n'est en place.</p> <p>Le bâtiment est situé en hauteur par rapport au sol environnant. Les abords Est et Nord du site sont en gravier blanc et non imperméables. En cas d'incendie, les eaux d'extinction ne pourront pas être retenues sur le site et s'écouleront sur la voirie et possiblement vers le ruisseau situé à 50 m en aval.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Le stockage étant illégal et considérant qu'une proposition de suspension d'activité a été faite, la mise en conformité n'est pas sollicitée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite